



Chapeau bas En début d'été 1899, devant la foule amassée sur le champ de courses d'Auteuil, le président est visé par les coups de canne d'un antidreyfusard bonapartiste et amateur d'art. Une seule victime est à déplorer : le haut-de-forme présidentiel !

Émile Loubet et le coup du baron

Dans une ambiance hystérisée par la révision du procès Dreyfus, le président, pur produit de l'excellence républicaine, s'attire la colère d'un extrémiste, qui n'hésite pas à s'attaquer à sa personne. **PAR BRUNO FULIGNI**

En cette belle journée du 4 juin 1899, le président Loubet revêt ses plus beaux atours avant de quitter l'Élysée. La moire rouge du grand cordon de la Légion d'honneur enveloppe sa petite bedaine de notable : député de la Drôme de 1876 à 1885 puis sénateur, plusieurs fois ministre, président du Conseil en 1892 et président du Sénat, il a été élu président de la République au début de l'année. Et c'est en cette qualité qu'il s'en va ouvrir le Grand Steeple-Chase d'Auteuil, l'une des courses les plus emblématiques du calendrier des courses hippiques.

Quelle consécration, pour cet enfant de cultivateurs ! L'événement doit

aussi lui apporter un moment de répit, dans un contexte politique tendu. Le président a des ennemis, qui le surnomment « Loubet-la-Honte » pour ses origines modestes, « Panama I^{er} » en souvenir de la grande affaire politico-financière de 1892, ou encore « le Nougateux » parce qu'il vient de Montélimar... Il y a en outre cette interminable affaire Dreyfus, à laquelle il voudrait mettre fin par une mesure de clémence.

Or, la veille, la Cour de cassation vient d'autoriser la révision du procès Dreyfus. Et les beaux messieurs qui fréquentent l'hippodrome d'Auteuil, sportsmen distingués, châtelains de vieille souche, appartiennent au camp des antidreyfusards. Ils sont plus d'une

centaine à invectiver le président. « Élu des Juifs ! », lance bientôt un grand gailard, impeccablement vêtu de noir et ganté, qui se précipite vers la tribune officielle et défonce à coups de canne à pommeau le haut-de-forme présidentiel. Le chef de l'État n'est pas blessé, mais l'outrage est patent et son épouse, en outre, a été bousculée, ainsi que celle de l'ambassadeur d'Italie.

Arrêté en flagrant délit et passé à tabac par les policiers, l'agresseur est conduit au poste. Il s'appelle Isidore-Fernand Chevreau, baron de Christiani. Né à Corbeil le 16 janvier 1857, l'individu vit de ses rentes, se partageant entre ses collections d'objets d'art et le sport. Les autres factieux sont pour la plupart royalistes, membres de L'Œillet blanc, mais lui n'appartient pas à ce groupe : plutôt bonapartiste, il a suivi le mouvement, par nationalisme et antisémitisme, ne supportant pas qu'on défie l'armée en contestant la décision d'un conseil de guerre. Peut-être aussi a-t-il voulu, par cet excès de violence, surclasser les rejets des vieilles familles de France. La baronnie de Christiani ne date en effet que du Premier Empire, et son père n'était que le fils adoptif du second mari de sa grand-mère baronne : il ne porte le titre que par raccroc, sans lien du sang.

Jugé dès le 13 juin en correctionnelle, le baron de Christiani est condamné à quatre ans de prison. Transféré à Fresnes, il occupe ses journées de détention en lisant et en peignant. Magnanime, le président Loubet le gracie en mars 1900, en signe d'apaisement politique. Le baron s'éteindra le 30 juin 1928, léguant au Louvre une imposante collection d'œuvres d'art. Satire des passions humaines, le tableau de Frans Snyders, *Deux Singes pillant une corbeille de fruits* provient ainsi de la collection Christiani. **■**